

# Des travaux et des fouilles inédites vont être lancés au coeur de la Collégiale Saint-Vincent

La Libre BELGIQUE

DH LES SPORTS+

ACTV ANTENNE CENTRE TELEVISION

La Collégiale de Soignies a besoin d'être entretenue, notamment dans sa partie la plus ancienne. Voici ce qui est prévu.

LORE THOUVENIN

La Collégiale Saint-Vincent domine le paysage sonégien depuis le XIe siècle. De style roman primitif, c'est un véritable bijou de patrimoine — d'ailleurs repris dans la liste des bâtiments classés au patrimoine culturel immobilier de Wallonie — qu'il convient d'entretenir régulièrement... Aujourd'hui, les autorités communales prévoient 72.235€ de travaux à l'intérieur de l'édifice.

fouilles archéologiques sera menée sous les conduites, dans l'une des parties les plus anciennes et encore méconnues de la Collégiale », annonce Fabienne Winckel. Il s'agit du chœur, particulièrement remarquable. Cette mission requiert l'expertise des services de l'archéologie du



« Une campagne de fouilles



La bourgmestre Fabienne Winckel (F

LA GAZETTE NOUVELLE

LE SOIR

RUGBY - PLAYOFFS - D1

## SOIGNIES GIFLE DENDERMONDE ET FILE À NOUVEAU EN FINALE

Les Carriers n'ont fait qu'une bouchée de Dendermonde et ne sont plus qu'à une marche de

FOOTBALL - P1 - TOUR FINAL

## LA MALÉDICTION SEMBLE SE POURSUIVRE POUR SOIGNIES

Il faudra passer par le tour final interprovincial pour les Sonégien s'ils veulent définitivement mettre un terme

# Revue de presse du mardi 19 mai 2026

Bergh, I. Deldierne, Broeckx, Harhon, Speckaert, Desjume, Dehoust, Ouleu, Descotte, Van Holsbeke, Vegis.

ROMAIN SCHREUVENS

Face au triple champion en titre, les Sonégien ont livré une prestation époustouflante. Après un peu moins de vingt minutes de jeu, Antoine Vegis avait déjà concrétisé deux pénalités (6-3). Les Carriers ont ensuite



Amidi (Bis), Labural, Sullier (B), Moenchel, Janssens: De Amis, Harat (Bis), Volpin, Frisano, G.Warlez, Cordara, Muratore (Bis), Loyal, Sarbo (D), De Voe, S.Warlez, Carolla (D), Omrogel, Heddaq, Carras, Janssens, Sappour, S.Warlez, Dubois, Carolla, Palicot, Achille, M. Vocale.

BERNARD GHISLAIN

Les tribunes étaient bien garnies ce dimanche à Soignies où la troupe locale, forte d'un succès face à Néchin au premier tour, n'envisageait rien d'autre que la victoire d'une finale face à

DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN



**DH** | **LES**  
**SPORTS<sup>+</sup>**

# Examens menacés ?

## “Ce sera de la faute du gouvernement”

### ENSEIGNEMENT

La panique dans l'enseignement s'intensifie. Le ton de la grogne se durcit alors que la fin d'année se profile.

Les syndicats passent à la vitesse supérieure. Sans être en front commun, la CSC-Enseignement, la CGSP Enseignement et le Setca-Sel, appellent les profs à faire grève jusqu'au 27 mai contre les mesures budgétaires du décret-programme.

“Le mouvement est un succès à Liège et à Verviers avec des piquets de grève devant la majorité des écoles. Certains établissements scolaires sont complètement à l'arrêt et ont déjà annoncé que ce sera le cas tous les jours. Dans le Hainaut et le Namurois, ce sera assez bien suivi à

partir de mardi. À Virton et Arlon, ça se met en place aussi avec une action à Libramont le 27 mai. Dans le Brabant wallon, c'est plus mitigé et à Bruxelles, c'est encore un peu compliqué”, résume Roland Lahaye, secrétaire général de la CSC-Enseignement qui rappelle que les élèves ne peuvent être utilisés dans ces actions et condamne le confinement des élèves au DIC Collège à Liège. “La colère ne fait qu'augmenter. Le gouvernement doit comprendre qu'on est à la limite du chaos général”

La gratuité scolaire, la

hausse du minerval des étudiants, les deux périodes supplémentaires face classe sans hausse de salaire... ne passent pas et les arguments de la majorité sont jugés trop faciles. Luc Toussaint, de la CGSP Enseignement, refuse le “fatalisme budgétaire”. “Je crains à un moment donné que la violence augmente fortement. Il faut un changement complet de paradigme de fonctionnement du personnel politique. C'est inadmissible de faire des économies sur l'enseignement.”

### Boycott

Nathalie Leskens, enseignante depuis 33 ans et déléguée syndicale, se dit prête à continuer le combat après le vote du 27 mai. “On n'est pas au bout de nos

peines. Si les choses vont vraiment trop loin, pourquoi pas en venir à la fermeture des écoles”, lâche l'institutrice pour qui il n'y a pas de bon moment pour faire grève. “Notre volonté n'est pas de créer des problèmes ni de mettre l'élève en échec. On est des professionnels, ce n'est pas une session de quelques examens qui va changer la donne. Le conseil de classe tiendra compte de tout dont les actions de grève au moment de délibérer.”

### Des écoles sont à l'arrêt jusqu'au 27 mai.

Tous appellent la ministre de l'Éducation Valérie Glatigny (MR) et le gouvernement à faire marche ar-

rière. Au risque d'avoir un boycott? “Il n'est pas impossible qu'on en vienne à ces mesures. Dans ce cas, ce sera de la faute du gouvernement qui pratique le mépris social et le dialogue de sourds”, répond Luc Toussaint. “Cela fait six mois qu'on s'exprime et qu'on est très prudents par rapport aux conséquences que ça peut avoir sur l'élève mais à un moment donné, le ras-le-bol s'exprime. Les élèves vont en subir un peu les conséquences mais ce sera bien moins important que celles qui viendront si les mesures passent. Malheureusement, il faut en arriver à hausser le ton et montrer sa colère.”

La menace sur les examens a été discutée dans les assemblées locales de la CGSP Enseignement et de plus en plus de profs envisagent de faire passer les élèves sur base des résultats tout au long de l'année à la place des examens. “La ministre doit envoyer un geste fort comme postposer les réformes et arrêter de jouer la montre sans concerter. Elle fait des économies qu'elle veut bien”, conclut Roland Lahaye. “On en a marre de l'entendre, c'est toujours la même litanie et on en a marre des litanies de Glatigny à deux balles. C'est quand même formidable de s'être mis à dos tout le monde en si peu de temps!”

## ■ “Merci aux enseignants mobilisés”

La ministre entend et tempère mais ne plie pas. *“J’entends le mécontentement lié aux mesures d’économies, en particulier les 2 périodes supplémentaires pour les enseignants du secondaire supérieur. Ne rien faire n’était plus une option au vu de la gravité de notre situation budgétaire. Dès 2027, on commence à prendre des mesures de réinvestissement”, réagit Valérie Glatigny qui s’attendait à des tensions. “Ma priorité, c’est la qualité de l’enseignement. Et pour assurer cette qualité, il faut un prof devant les élèves et un prof qui est rémunéré correctement.”*

Quant à la fin d’année, la libérale préfère ne pas s’avancer. *“On n’est pas encore en période d’examen. Je remercie les enseignants qui restent mobilisés pour la réussite de leurs élèves en cette fin d’année. Ils feront appel à toute leur expertise pour assurer qu’il y ait une évaluation correcte et qu’elle se fasse dans les conditions optimales de leurs élèves. Je fais confiance aux enseignants”,* souligne la ministre qui va d’abord analyser l’état de la situation avant d’envisager une quelconque action.

Zhen-Zhen Zveny

# Les élèves appelés à défendre le droit à l’éducation

## UNE CONTRE GRÈVE

Jacques Vansort dénonce les actions des enseignants et le manque de respect envers les jeunes.

**I**l n’a rien à voir avec le monde de l’enseignement. C’est purement une inquiétude pour les jeunes qui le pousse à lancer un appel qui passe très mal auprès de professeurs. Pour Jacques Vansort, les enseignants exagèrent avec les grèves à répétition qui mettent à mal le droit des élèves à l’éducation. *“J’ai peur pour la scolarité des jeunes et pour l’état d’esprit de manière générale. Les profs montrent le mauvais exemple. Ça encourage à ne rien faire. Il y en a qui vont se dire qu’ils vont réussir de toute façon”,* déplore le retraité qui a dirigé une grande imprimerie. *“J’incite les jeunes à faire entendre leur voix et à défendre leurs heures d’apprentissage.”*

**“Les profs et leurs grèves prennent les élèves en otage.”**

S’il ne soutient pas les revendications des ensei-

gnants, il respecte leurs droits à faire valoir. *“Mais il faut trouver des méthodes qui ne sont pas politiciennes. J’ai vraiment le sentiment que c’est une grève politique. Les élèves vont à l’école sans savoir ce qu’ils vont faire le jour même. On touche à des droits de la jeunesse”,* poursuit Jacques Vansort, ré-

volté par *“l’impunité des grévistes qui outrepassent”* les obligations de liées à leur métier. *“On a trop tendance à prendre la population en otage dans les services publics et ici ce sont les élèves.”*

Sa publication Facebook a suscité une vague de commentaires de la part des enseignants. À tel point, qu’il a préféré retirer son appel à la “grève” des élèves du secondaire pour contrer le mouvement des profs.

Zhen-Zhen Zveny



■ Les cours sont perturbés par les mouvements de grèves de profs. © JEAN LUC FLEMAL

# Antonino peine à prendre ses distances avec son ami Paolo

## DRAME DE STRÉPY

Interrogé par un témoin, le deuxième accusé a surtout parlé... de lui avant de déclarer que son ami avait eu une conduite inacceptable

Lors du dernier témoignage de la journée, un proche de Frédéric Cicero a directement interpellé Antonino Falzone en lui posant une question simple: "Que pensez-vous de votre ami?". Pris de court, le deuxième accusé a d'abord évoqué sa propre situation et les conséquences des faits sur sa vie. "J'ai tout perdu", a-t-il confié, entrant dans une litanie où il ne manquait plus que les violons.

Le témoin l'a immédiatement recadré: "Je ne vous demande pas de parler de vous, mais de répondre à ma question". Debout dans le box, Antonino Falzone hésite. Il évite soigneusement le regard de Paolo, assis à ses côtés, impassible. Après un silence, il finit par lâcher: "C'est totalement inacceptable... La vitesse, les réseaux, tout ça... C'est totalement inacceptable".

### La nuit des faits

Malgré cette condamnation des faits, Antonino Falzone semble toujours incapable de se désolidariser

clairement de Paolo. Le 20 mars 2022, après l'arrêt du véhicule rue Aubry, les deux hommes étaient restés ensemble. Sur les images de vidéosurveillance, on les voit discuter sans qu'aucun d'eux n'appelle les secours. Antonino aurait simplement levé le bras au passage d'une ambulance

roulant à vive allure rue de Nivelles en direction de la rue des Canadiens.

Le témoin s'est ensuite tourné vers Paolo Falzone. Il lui a demandé ce qu'il aurait ressenti si l'une des victimes avait été un membre de sa famille. L'accusé a répondu: "Si cela avait été volontaire, j'aurais voulu que justice soit faite. Mais ici, ce n'était pas intentionnel. J'étais au volant, mais je n'ai jamais voulu en arriver là. J'ai énormément de remords. Je n'aurais jamais dû faire cela

et j'en suis conscient".

Des paroles qui n'ont convaincu ni le témoin ni les parties civiles présentes dans cette salle d'audience glaciale. "Il a détruit le folklore et brisé des familles entières", souffle le témoin.

### Un homme à bout

Depuis une semaine, les témoins se succèdent à la barre pour raconter le drame du 20 mars et surtout l'après. Beaucoup vivent encore avec des séquelles profondes. Le dernier té-

moins entendu lundi apparaît épuisé, marqué par des années de souffrance. Évoquant son ami Fred Cicero, il décrit une existence bouleversée depuis les faits. "Il porte ça sur le cœur depuis quatre ans", explique la sœur du défunt. "On a beau lui répéter qu'on ne lui en veut pas, qu'il ne conduisait pas, il ne vit plus. Il nous évite alors qu'on était amis, parce qu'un fou a tué mon frère".

Dans le box, les accusés restent impassibles. Lorsqu'ils prennent la parole, c'est souvent pour évoquer leur propre sort ou prononcer quelques phrases maladroites. Jamais, jusqu'ici, ils ne semblent réellement prendre leurs distances l'un avec l'autre.

Lundi, la cour a auditionné une dizaine de témoins directs du drame, des gens dont la vie a totalement été chamboulée le matin du 20 mars 2022.

Deux amis de Micheline Impériale ont expliqué le vide laissé par cette dame morte sur le coup après avoir été fauchée par l'auto. Son mari Vito Cascarano et son frère Salvatore Impériale ont également perdu la vie de matin là. De nombreuses vies ont été anéanties...



Un témoin a déstabilisé le deuxième accusé, lundi aux assises.

Les deux hommes restent solidaires. © PHOTO NEWS

Cedric Ketelair

# Va-t-on atteindre la barre des 30°C ce week-end ?

## MÉTÉO

Après deux semaines fraîches et grises, la Belgique va enfin retrouver des allures d'été. Attention tout de même au risque orageux.

**A**près un début de mois de mai particulièrement frais et peu ensoleillé, la situation va nettement évoluer dans les prochains jours. Le météorologue Pascal Mormal (IRM) confirme le retour progressif de conditions plus estivales.

“À partir de mercredi, on va tout doucement rejoindre les normales de saison. Mais c'est surtout à partir de jeudi que les conditions vont devenir franchement plus favorables, avec un temps qui devrait rester agréable jusqu'au week-end”, explique-t-il.

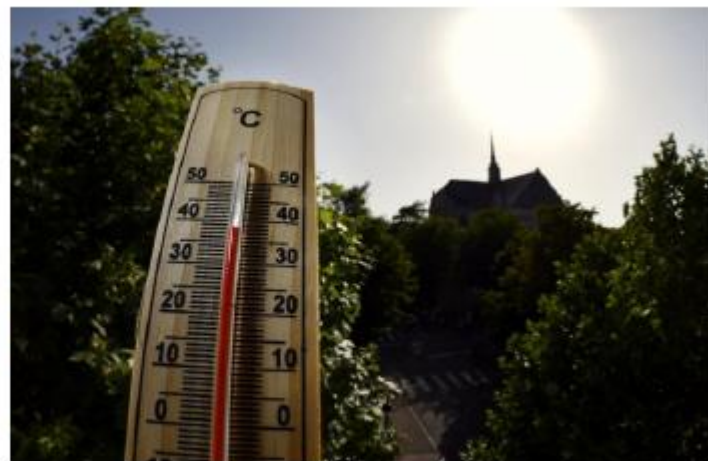
Les températures devraient rapidement grimper au-dessus des valeurs habituelles pour une fin mai. “On parle de températures autour de 24, 25, 27 degrés. Ce sont déjà des valeurs largement supérieures aux normales de saison”, précise le spécialiste.

Sur certaines applications météo, les prévisions affichent déjà des pics proches des 30 °C, voire 33 °C pour le début de semaine prochaine. Un scénario qu'il n'exclut pas totalement, tout en appelant à la prudence.

“Quand on regarde les scénarios de prévision, certains montent effectivement jusqu'à 30 °C. Cela montre le potentiel de la masse d'air qui va remonter sur nos régions. Mais ce n'est pas, à ce stade, le scénario prédominant et d'autres éléments sont à surveiller”, nuance Pascal Mormal.

**“Le scénario existe, mais d'autres éléments sont à surveiller.”**

Le météorologue insiste sur les importantes marges d'incertitude à cette échéance. “On est clairement sur des bases estivales à partir de vendredi, avec potentiellement des journées d'été au sens météorologique du



■ Des températures au-dessus des 30°C ?  
Le scénario n'est pas à exclure. © BELGAIMAGE

terme, donc au-dessus des 25 °C. Mais annoncer 30 °C maintenant serait prématuré.”

Le principal élément d'incertitude concerne une goutte froide attendue sur le sud-ouest de la France durant le week-end. Selon son positionnement exact, elle pourrait favoriser le développement d'orages.

“Avec un peu de chance, on gardera un week-end totalement ensoleillé. Mais le risque

orageux ne peut pas être complètement exclu, notamment entre samedi et dimanche”, avertit Pascal Mormal.

Pour autant, aucun retour durable du mauvais temps n'est envisagé. “On n'est absolument pas dans un scénario de dégradation généralisée avec un retour du froid et des perturbations. La tendance de fond reste celle d'un temps plus sec et plus anticyclonique.”

Thibaut Van Hoof

# Holcim envisage la construction d'une éolienne de 250m, la ville s'y oppose !

MONS

Il pourrait s'agir de la plus haute éolienne de Belgique. C'est cependant la Région wallonne qui accordera ou non le permis.

**L**e "non" est catégorique: Même si elle ne dispose que d'un avis consultatif, la ville de Mons entend s'opposer fermement à l'implantation d'une éolienne de 240 à 250 mètres sur le site d'Holcim, à Obourg. Cette dernière pourrait d'ailleurs devenir la plus haute de Belgique, puisque l'actuelle (située dans le port maritime de Gand) culmine à 247 mètres.

Une réunion d'information était organisée ce lundi soir à la salle calva d'Havré pour informer la population dudit projet. Pour les autorités communales, le soutenir n'est pas envisageable une seule seconde, et pour cause: elles estiment qu'il défigurerait durablement et profondément le visage de l'entité montoise.

"Notre opposition est frontale. Pour que les gens puissent se rendre compte, il faut savoir que cette éolienne de 240 mètres de hauteur représenterait un immeuble de 55 étages, deux fois l'Atomium ou trois fois notre beffroi!", annonce Maxime Pourtois (LB), échevin de l'urbanisme. "La ville de Mons a la chance d'accueillir Holcim

sur son territoire, personne ne remet cela en cause. Ce que nous regrettons ici, c'est de ne pas avoir été associés aux discussions et de faire face à une logique problématique de fractionnement des procédures de permis."

## ■ Mise devant le fait accompli

En effet, le collège communal n'a pris connaissance de cette volonté que très récemment. "Ils nous

ont fait part de leurs intentions ce vendredi, alors que la réunion d'information se tient ce lundi. Nous regrettons cette logique du fait accompli, d'autant plus que l'entreprise ne nous présente pas un projet global mais procède par phases." Pour la ville, il est clair qu'une telle approche empêche toute évaluation globale et cohérente des impacts cumulés des différentes installations développées par Holcim, notamment en ma-

tière paysagère.

"L'impact paysager sera majeur si cette éolienne est implantée. Elle mettra en péril les vues historiques sur un centre-ville reconnu et protégé. Peu importe où l'on se trouvera sur le territoire, cette éolienne sera visible et surplombera tout." Le tout pour un impact écologique plutôt faible, puisque l'éolienne, d'une puissance unitaire maximale de 7,2 MW ne couvrira que 5 à 10% des activités du

**"Il est indispensable que l'impact de ce projet sur le paysage montois soit pris en compte."**

groupe.

La ville rappelle que ce projet s'inscrit en dehors du cadre de référence éolien wallon et qu'il serait dès lors "susceptible de créer un précédent dangereux, où la logique d'opportunité primerait sur une planification territoriale structurée."

La ville ne dispose cependant, dans ce dossier, que d'un avis consultatif. C'est la Région wallonne qui sera chargée d'accorder ou non un permis, une fois celui-ci sollicité. "Au-delà des couleurs politiques de chacun, nous espérons que la ville sera soutenue dans son opposition. Il est indispensable que l'impact de ce projet sur le paysage montois soit pris en compte", estime Nicolas Martin (LB), bourgmestre.

"L'impact serait majeur, c'est totalement excessif. Nous soutenons le développement des énergies renouvelables et la nécessité d'accélérer la transition énergétique mais pas à n'importe quel prix. Notre beffroi, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, constitue un repère emblématique du paysage montois et sa prépondérance visuelle doit être préservée." D'autant que cette dernière est déjà mise à mal par la construction d'une tour haute de 140 mètres, soit 1,5 fois le beffroi.



■ Holcim poursuit ses projets, mais pour la ville de Mons, pas question de dire oui à tout. © BELGA

Emeline Berlier



# « QUAND ON M'A DIT QUE MICHELINE ÉTAIT MORTE, J'ÉTAIS DANS LE DÉNI, JE NE POUVAIS PAS L'ENTENDRE »

Témoignage marquant, ce lundi après-midi, aux assises du Hainaut : Angela était la collègue et l'amie de Michelina Imperiale. En ce matin du 20 mars 2022, elle l'avait invitée au ramassage, ainsi que Mario Cascarano et Salvatore Imperiale. Hélas, aucun des trois n'a survécu. Quatre ans plus tard, elle porte encore ce poids...

**LORE THOUVENIN**

**A**ngela est la compagne d'Antonio, gille depuis le début de la constitution de « ce petit groupe » que sont les Boute-en-Train. Ils ont invité beaucoup de monde. « On fait l'Aubade. Sans le savoir, je filme toutes les victimes. Ce sera ma dernière vidéo. On repart, on est heureux. » Ils remontent la rue des Canadiens. « Je suis à l'arrière, je dépasse ma collègue et amie Micheline (Imperiale), Christine (Chavrepierre), Mario (Vito Cascarano)... » se souvient Angela. « Je leur propose un verre. On était tous sur la chaussée. » Une voiture arrive en sens inverse. Elle freine, laisse le groupe se séparer en deux. « Je me dé-

porte vers la gauche. On est tout près d'Antonio. À un moment, j'entends un énorme boom. J'ai dit : 'quel est le con qui fait péter un pétard dans la foule ?' » Elle regarde à droite, sent le souffle de l'auto qui repousse son visage vers l'avant. « J'adore les jolies voitures, je me suis dit que c'était soit une Audi, soit une BMW. Je vois des choses monter très haut, et j'entends des bruits sourds. « Ploc. Ploc. » Je regarde toujours le véhicule au loin, je le vois freiner. Je me dis qu'il va s'arrêter, mais non, il redémarre ! »

**« JE DOIS TOUS LES REGARDER »** Elle regarde autour d'elle. « Je comprends que les « plocs », ce sont des corps. » Elle est tou-

jours debout, sur le trottoir. Elle cherche son gille, elle cherche Noah, son fils. « On cherche un peu tout le monde. Je passe en revue tous les gilles, ils sont tous par terre. Ils sont tous habillés pareil, donc je dois regarder leurs visages. Le dernier qui se relève, c'est Antonio. Mais il manque Noah, il manque Micheline, il manque Mario, il manque

Christelle. »

Elle trouve finalement Christelle. « Massimo, son fils, assis à côté d'elle. Il tente de la réveiller, il n'y arrive pas. » Elle trouvera finalement Noah. « Pendant vingt minutes, il a cherché ses dents. Je sens qu'il est en commotion. » (NDLR : Noah avait en effet perdu un bout de dent et en avait d'autres fissurées. Mais il est

tellement sous le choc que cela en devient une idée fixe, dans un moment traumatisant). Pendant ce temps, l'instinct d'Angela lui dit qu'il ne faut pas laisser son fils au milieu de la route, elle craint que le chauffeur ne revienne...

Elle voit le massage cardiaque donné à Fred Cícero. Elle voit un corps désarticulé, « Je ne comprends pas que c'est Micheline, mon amie, ma col-

lègue. Je ne veux pas entendre qu'elle est partie. Je pense qu'on a fait un massage cardiaque à Mario. On se dit qu'il fallait appeler leur fille. Et Salvatore, parce qu'il était toujours avec Micheline. » Salvatore ne répond pas, sa compagne Svetlana, qu'ils connaissaient sous le nom de Claire, non plus. Ils ne les trouvent pas, et ça les rassure : ils ont dû se mettre au chaud. Elle apprendra plus tard que Salvatore est mort dans la BMW. Elle pense que Fred Cícero et Pasqualina Salandra sont partis plus tôt, et ont échappé à l'accident. La vérité, c'est qu'elle est gravement blessée et que lui est décédé.

Angela se souvient du moment où Marianna Imperiale, la fille de Salvatore, arrive sur les lieux. Elle s'adresse à elle : « Je cherche mon papa, je sais pour mon oncle. » C'est là qu'Angela comprend que Mario est décédé.

**« COMMENT JE L'EXPLIQUE À LORENA ? »**

« Quand on rentre à la maison, on entend le nombre de victimes. Mais Micheline, c'est ma

collègue et le lendemain, je dois retourner au bureau. » Elle le fera, pour expliquer. « Le pilier du service n'était plus là. » Ils ne voulaient pas s'arrêter, ni rabâcher, pour montrer l'exemple à leurs enfants. Elle a toutefois été mise sous certificat pour une semaine, tristement rythmée par six enterrements. Et puis, il y a la culpabilité : « Ces personnes, c'est nous qui les avons invitées pour faire la fête. Pourquoi nous, on est là et pas eux ? Comment je l'explique à Lorena (Cascarano, la fille de Michelina et Mario, NDLR) ? Depuis quatre ans, j'attends toujours l'appel de Miche, tous les matins. »

Micheline et Mario ? « Ils étaient inséparables. Et Salvatore, c'était le troisième. On ne parlait pas de l'un sans parler des autres. Miche, c'était quelqu'un de rigoureux. C'était la tutrice de n'importe quel stagiaire qui arrivait chez nous. Elle avait la curiosité bienveillante, elle aimait le travail bien fait, même si ce n'était pas le sien. Elle vérifiait. Et s'il y avait des erreurs, elle revenait vers les gens. Ça pouvait avoir l'air chiant, mais c'était une maman. C'était la rassembleuse de l'équipe, le bras droit de ses responsables. Ils étaient si heureux... »

Témoigner est très difficile pour Angela. « Depuis le 4 mai

(date de début du procès, NDLR), ça devient réel. Ça fait quatre ans qu'on attend. J'en étais arrivée à me demander si ce que j'avais vécu, c'était vrai. » ■

## MARINO DI CHIELLO, 24 ANS : « CET ACCIDENT A COMPROMIS MA CARRIÈRE »



Il a dû s'accrocher pour remonter sur un terrain de foot. © BGh

L'accident de Strépy a eu de lourdes conséquences sur la vie et la carrière de Marino Di Chiello (ex-RUS Binche, ex-URLC). Son dernier souvenir s'arrête net : « Je tournais à gauche dans la rue des Canadiens. »

Son diagnostic médical fait état d'une fracture du crâne et d'une hémorragie cérébrale. Il passe

quatre jours en soins intensifs et ne reprend réellement conscience que cinq jours après l'accident, avant deux semaines supplémentaires en neurologie.

### LES TRACES DE L'ACCIDENT

Aujourd'hui âgé de 24 ans et devenu enseignant en éducation physique, Marino Di Chiello (qui évolue actuellement à Saint-Symphorien P1), vit encore avec les traces de l'accident : peur de la vitesse, que ce soit comme piéton ou conducteur, perte persistante de l'odorat, nausées, fatigue, maux de tête, et des séquelles physiques qui ont longtemps compromis sa pratique du football. « Cet accident a compromis ma carrière et ma vie. Mais pour moi, il était interdit de baisser les bras. J'ai pu bénéficier d'un horaire adapté lors de mes stages et d'un report pour la présentation de mon mémoire. J'ai quand même réussi. Je viens seulement de terminer ma première saison de football complète depuis l'accident. »

Il conclut avec gravité : « Je remercie toutes les personnes qui m'ont maintenu en vie. Il est important que justice soit rendue, à la mesure des conséquences. »

M<sup>re</sup> Elena D'Agostina rappelle le traumatisme vécu par la mère de Marino Di Chiello, qui n'a pas su pendant de longues heures si son fils allait survivre. Elle n'a pas eu la force de témoigner. ■

# « Les profs tombent comme des mouches ! » : en grève du 18 au 27 mai

Laurine Hanquet

Les professeurs vont quitter leurs salles de classe du 18 au 27 mai. Un appel à la grève a en tout cas été lancé par la CSC Enseignement ce vendredi. Réuni vendredi en comité communautaire, l'organe décisionnel du syndicat a décidé de durcir le mouvement contre plusieurs mesures d'économie contenues dans le décret-programme 2, qui doit être voté le 27 mai.

Les cours donnés dans certaines écoles risquent de connaître des perturbations dans la région du Centre, selon le niveau de mobilisation des enseignants. Grève ou pas grève, ce qui est certain c'est que les professeurs partagent de vives inquiétudes. Florence et Charlotte, deux enseignantes de La Louvière, nous font part des difficultés rencontrées sur le terrain.

« Le mouvement a été lancé vendredi, nous en avons beaucoup discuté ce week-end »,

explique Catherine Waterkeyn, permanente régionale CSC Enseignement. La colère dépasse largement les seules mesures récentes : « Cela fait presque deux ans qu'on se bat continuellement contre tous les niveaux de pouvoir : Fédération Wallonie-Bruxelles, la Région wallonne et le fédéral », souligne-t-elle.

## Des professeurs quitteront leurs salles de classe suite à l'appel à la grève lancé par la CSC Enseignement

Mais plusieurs dispositions du décret-programme cristallisent particulièrement les tensions. Parmi elles, la limitation à deux ans du mi-temps thérapeutique. « Cela permettait d'alléger la charge de travail de personnes qui ne sont plus capables d'assumer un temps plein pour raison médicale », rappelle Catherine Waterkeyn.

Autre point sensible : l'ajout de deux heures supplémentaires pour les enseignants du degré supérieur dans le secondaire. Une mesure dénoncée pour ses conséquences sur l'emploi. « Si chaque professeur nommé prend deux heures de plus, il y aura moins d'heures à distribuer. Cela entraînera des pertes d'emploi », affirme la permanente syndicale, qui évoque « 1.500 équivalents temps plein » potentiellement concernés.

La CSC Enseignement dénonce également « une charge de travail supplémentaire sans augmentation salariale » ainsi qu'un manque de dialogue : « Ce qui a déclenché la foudre de la CSC Enseignement, c'est l'attitude des deux ministres (Valérie Glatigny (MR), ministre de l'Enseignement et Elisabeth Degryse (Les Engagés), ministre-présidente de l'enseignement supérieur, NDLR) qui ne se concertent pas et n'écoutent pas le terrain. », poursuit-elle.

## LE RAS-LE-BOL DES ENSEIGNANTS

Charlotte (34 ans), enseignante à l'IPES de La Louvière, est l'une des 5.600 affiliés à la CSC Enseignement de la région Mons-La Louvière. Après dix ans de carrière, cette professeure d'histoire-géographie dit ne plus reconnaître son métier. Alors malgré la fin d'année scolaire et la conscience professionnelle qui voudrait prendre le pas, elle se mobilisera : « Si je débraye maintenant, c'est aussi pour mes élèves, pour mes enfants. On est en train de nous retirer des acquis sociaux ». Ce qui la pousse à agir, dit-elle,

c'est surtout le sentiment de ne plus être entendue. « Le gouvernement n'écoute rien, il fonce sans tenir compte des réalités du terrain. La concertation, c'est un simulacre. On a l'impression d'être méprisés par le politique ».

Appelés à la grève jusqu'au 27 mai par la CSC Enseignement, des professeurs du Centre dénoncent un métier devenu « invivable » et des réformes qui aggravent leur malaise.

Florence, quant à elle, n'est pas du genre à faire grève. Mais après vingt ans passés dans l'enseignement secondaire, la Louviéroise reconnaît néanmoins que le malaise grandit dans les écoles. Si elle ne participe pas au mouvement, elle comprend ses collègues qui montent au créneau : « Je suis divorcée, j'ai trois enfants, je ne peux pas me permettre de perdre une centaine d'euros en faisant grève. ». Professeure de langues germaniques à l'Institut Notre-Dame de Charleroi, elle décrit un métier devenu « très compliqué » à exercer au quotidien. Chaque année, elle suit entre 120 et 150 élèves pour un temps plein de 22 heures semaine. Mais derrière les heures de cours, elle évoque une charge de travail bien plus importante. « Je travaille entre 40 et 50 heures par semaine. Pourtant, dans la société, on continue de nous voir comme des gens « toujours en vacances ». »

Parmi les mesures contestées figure notamment l'ajout de deux heures supplémentaires pour certains enseignants du secondaire, mesure qui risque

d'avoir des conséquences en cascade. « Deux heures en plus, ce n'est pas juste deux heures. Pour moi, ça représente deux classes supplémentaires, donc 40 élèves de plus, 40 copies en plus, 40 examens à corriger. Derrière chaque heure, il y a énormément de travail invisible », explique Charlotte.

Quant aux inquiétudes des parents, l'enseignante les comprend mais relativise : « Les élèves ne sont pas lâchés. On a vu avec le Covid qu'un retard peut être rattrapé. Mais aujourd'hui, il y a énormément de pénuries de profs, des enseignants en burn-out qui quittent le métier. Mes collègues tombent comme des mouches. Est-ce que ce n'est pas mieux de se battre maintenant pour améliorer les conditions de travail ? »

## DES PERTURBATIONS À DIVERS DEGRÉS

Le degré de mobilisation des enseignants dépendra des écoles. À l'IPES, les professeurs ont notamment prévu une révolution à la craie pour faire entendre leurs voix à travers leurs plumes. « Je pense que le début de semaine sera plus calme, mais qu'à partir de jeudi, le ton va se durcir », prévient-elle. Pour l'instant, aucun blocage massif n'est officiellement annoncé, mais des piquets pourraient être mis en place localement. ■

# LES RÉCALCITRANTS VEULENT « SECOURER » LE FOLKLORE DES GILLES

**A** La Louvière, une nouvelle société de Gilles vient officiellement de voir le jour. Baptisée « Les Récalcitrants », celle-ci entend proposer une vision différente du folklore carnavalesque, tout en restant profondément attachée aux traditions. À sa tête, on retrouve Simon Chavepeyer, un passionné qui peut se targuer d'avoir 18 années d'expérience en tant que gille.

Avant de lancer ce nouveau projet, le trentenaire a évolué durant dix ans au sein d'une société des Bons Vivants à Houdeng, avant de rejoindre pendant huit ans la société des Gilles de Bouvy à La Louvière. C'est lors des premières réunions organisées après le Laetare de cette année, il y a environ un mois, qu'une réflexion a commencé à émerger avec plusieurs connaissances. Tous partageaient le même constat : ils souhaitaient un folklore plus ouvert. Les discussions se sont multipliées avec d'autres pas-

sionnés de folklore. Très vite, l'idée de créer une nouvelle société a fait son chemin. « Ceux qui ont nourri la même réflexion que moi étaient déçus à la sortie de ces réunions d'après carnaval », explique le président. Cet état d'esprit a d'ailleurs inspiré le nom choisi pour cette nouvelle société, en l'occurrence « Les Récalcitrants ».

## DÉJÀ 82 MEMBRES !

Le projet a avancé à grande vitesse. La société a déjà reçu l'accord de l'amicale des sociétés du carnaval louviérois ainsi que celui du Collège communal de La Louvière. Aujourd'hui, les Récalcitrants comptent déjà 82 membres, dont 18 enfants. Une petite dizaine de personnes compose le comité organisateur. On y retrouve des Gilles de Bouvy, un ancien Boute-en-train ainsi que des Indépendants. La société rassemble au moins un membre de chacune des sociétés déjà existantes à La Louvière.

À La Louvière, une nouvelle société de Gilles baptisée « Les Récalcitrants » vient de voir le jour avec l'ambition de défendre un folklore plus participatif et ouvert...

## PAS DE LOCAL ATTITRÉ

Les membres souhaitent également fonctionner différemment sur certains aspects. Ainsi, la société ne disposera pas d'un local attitré. L'objectif est de faire vivre plusieurs établissements de l'entité en organisant réunions et activités dans différents commerces locaux.

Quatre valeurs sont mises en avant par les Récalcitrants : la passion, la tradition, le respect et l'amitié. Si le respect des traditions carnavalesques reste essentiel, certains choix seront laissés à l'appréciation de chacun puisque toutes les décisions seront soumises à l'avis consultatif de l'assemblée générale. Les Gilles pourront ainsi porter un chapeau blanc, un de couleur ou rien. Les collerettes pourront également être réalisées en dentelle ou avec des franges. Autre particularité : le mardi soir, les gilles des Récalcitrants participeront uniquement au rondeau et ne brûleront pas leurs bosses.

Forts de plus de 300 années d'expérience cumulée comme Gilles, les membres du comité de cette nouvelle société ont de nombreux contacts. Grâce à ceux-ci, ils ont déjà trouvé leur batterie ainsi que leur musique, un défi pourtant loin d'être évident à relever pour une société nouvellement créée ! ■



Les Récalcitrants : un nom qui traduit l'état d'esprit des membres de la société. © D.R.

# N6 : LA TRAVERSÉE DE NIMY ET MAISIÈRES EN TRAVAUX JUSQU'À FIN JUIN

La SOFICO a dévoilé le calendrier des prochaines phases du chantier de réfection de la N6 entre Mons, Nimy et Casteau. Un planning modifié suite aux problèmes de circulation enregistrés ce lundi 18 mai.

Les prochaines opérations toucheront principalement le carrefour de la Violette ainsi que le tronçon compris entre ce carrefour et l'échangeur de l'E42/E19-A7. Ces travaux se poursuivront jusqu'à la fin du mois de juin. « Afin de limiter l'impact sur la circulation, les opérations nécessitant des fermetures au niveau du carrefour de la Violette seront concentrées pendant deux week-ends et réalisées principalement la nuit. Entre ces deux week-ends, le

carrefour sera complètement accessible, mais avec une vitesse maximale limitée à 30 km/h (car circulation sur la sous-couche) », précise la SOFICO.

Attention au week-end de Pentecôte : du samedi 23 mai à 21h30, jusqu'au dimanche 24 mai à 8h30 : la circulation sur la N6 sera interdite, sur une moitié du carrefour de la Violette, côté Casteau.

Du samedi 6 juin à 22h, jusqu'au dimanche 7 juin à 15h : le carrefour de la Violette sera

entièrement fermé, à l'exception du by-pass permettant de connecter la N6 venant de Casteau à la N56 vers Jurbise. Des déviations seront mises en place via l'E42-E19/A7 et les échangeurs n°23 « Nimy » et n°24 « Mons ».

## 4,5 MILLIONS D'EUROS

Le tronçon entre le carrefour de la Violette (non compris) et l'échangeur E42-E19/A7 sera traité du mardi 26 mai au vendredi 5 juin, en deux phases. Du mardi 26 mai au vendredi



Des travaux ont lieu entre Mons et Casteau. © E.G.

29 mai, dans le sens vers Mons : la N6 sera fermée, depuis la jonction avec la sortie n°23bis « Ath » de l'E42-E19/A7 venant de Bruxelles comprise, jusqu'au carrefour de la Violette non compris, uniquement en direction de Mons.

Ensuite, du lundi 1<sup>er</sup> juin au vendredi 5 juin, dans le sens Casteau : la N6 sera fermée, depuis le carrefour de la Violette non compris jusqu'à la jonction avec la bretelle de sortie n°23 « Nimy » de l'E42-E19/A7 venant de Bruxelles comprise, uniquement en direction de Casteau.

Les dernières phases du chantier feront l'objet d'une com-

munication ultérieure. Pour rappel, ce chantier vise à renouveler les couches supérieures du revêtement de la N6 sur environ 7 km, entre le R50 et le chemin Vert.

Le tronçon situé entre le R50 et le carrefour de la Violette aura été traité entre le 6 avril et le 22 mai. Selon la SOFICO, « la fin globale du chantier est prévue pour la fin du mois de juin ».

Le chantier représente un budget d'environ 4,5 millions d'euros HTVA financé par la SOFICO. Les travaux sont réalisés par la société VIABUILD, en collaboration avec le SPW Mobilité et Infrastructures. ■

# Concerts, cinéma dans la grange et soirée années 90 à la Guinguette du Planois

La Guinguette du Planois fera son retour les 29 mai et 21 août avec concerts, DJ set, animations pour enfants et restauration au sein de la ferme du Planois à Hennuyères.

La Guinguette du Planois reviendra cette année pour une quatrième édition organisée les vendredis 29 mai et 21 août. L'événement proposera une soirée mêlant concerts, animations et restauration dans le cadre de la ferme du Planois. Le programme prévoit notamment un concert acoustique de Luyza ainsi qu'une soirée musicale années 90-2000 animée par DJ Thibi.

## ROULOTTE À GLACES

Plusieurs espaces seront également aménagés pour les familles et les enfants avec des jeux en bois, des jeux géants, un château gonflable, des comptines et

même un cinéma installé dans la grange.

Côté restauration, les visiteurs retrouveront des frites, des pains saucisses, des planches apéritives locales, ainsi qu'un espace boissons avec bières, vins et cocktails. Une roulotte à glaces sera également présente sur place. L'organisation précise qu'un chapiteau de 120 m<sup>2</sup> sera installé afin de maintenir les soirées en cas de pluie. Un parking gratuit sera accessible à l'arrière de la ferme.

L'entrée sera fixée à 3 euros en prévente et à 4 euros sur place pour les personnes de plus de 16 ans. L'accès restera gratuit pour les enfants. Les organisateurs ex-



La Guinguette mêle animations pour enfants, restauration locale et musique au cœur de la campagne. © FB

pliquent avoir choisi de rendre l'événement payant afin de couvrir les frais liés aux artistes, à la logistique et aux nouveaux aménage-

ments mis en place. L'ASBL « Les ânes rient », qui gère les activités pédagogiques de la ferme du Planois, est impliquée dans

l'organisation de ces soirées. ■

À noter : Pour plus d'informations rendez-vous sur [lafermeduplanois.be](http://lafermeduplanois.be).

## MIGNAULT

# Marche et balade canine sur trois parcours dans la campagne

Les amateurs de promenade et les propriétaires de chiens ont rendez-vous le 31 mai à Mignault pour une journée de marche avec plusieurs parcours et une balade canine encadrée.

Une journée consacrée à la marche et aux chiens sera organisée le dimanche 31 mai 2026 à Mignault.

L'événement proposera trois parcours de 3, 6 et 10 kilomètres à travers la campagne mignaultoise. Les départs seront libres entre 9h30 et 16h30 depuis la salle communale de Mignault, située rue des Déportés n°1.

Une balade canine groupée sera également organisée dès 9h30 sur un parcours de 3 kilomètres avec la participation de Yana – Éducation canine, une éducatrice canine professionnelle qui accompagnera les participants et leurs chiens durant la promenade.



Les toutous seront tenus en laisse. © Pexels illustration

Les organisateurs précisent que les chiens seront acceptés durant toute la journée, à condition d'être tenus en laisse. Les participants sont également invités à respecter les chemins de campagne et à ramasser les déjections de leurs animaux.

La participation est fixée à 3 euros par parcours. Une petite restauration et des boissons seront proposées sur place. Les

organisateurs recommandent une réservation préalable pour la balade canine encadrée afin de faciliter l'organisation du départ et le bien-être des chiens présents. ■

À noter : Informations complémentaires et réservations peuvent être obtenues aux numéros suivants : 0460/94.06.87 et 0498/61.53.39 et également sur la page Facebook : Balade Canine et Marche 2026 - Les Mêlés Fous de Mignault.

## SENEFFE

# Mesures de circulation pour la brocante du 24 mai

Des mesures de circulation seront mises en place le 24 mai à Seneffe à l'occasion de la brocante de l'école Saints Cyr et Julitte. Plusieurs rues seront fermées dès 5h30.

La circulation et le stationnement seront interdits dans plusieurs rues de Seneffe le dimanche 24 mai 2026 dans le cadre de la brocante organisée par l'école Saints Cyr et Julitte.

Les mesures seront d'application de 5h30 à 16h30 dans l'avenue Roi Baudouin, où l'avenue des Tulipes deviendra une voie sans issue, ainsi qu'au début de l'avenue des Tulipes avant les habitations.

### DÉVIATION MISE EN PLACE

Des restrictions sont également prévues dans la rue Général Leman, sur le tronçon compris entre les numéros 18 et 22, ainsi que dans la rue du Miroir depuis la rue du



© Commune de Seneffe

Roi Albert jusqu'à l'avenue Roi Baudouin.

Durant toute la durée de la brocante, le stationnement et la circulation des véhicules seront interdits, à l'exception des organisateurs et des brocanteurs. Une déviation sera mise en place afin de permettre la circulation dans le secteur. ■

# VOICI OÙ LA RÉGION WALLONNE POURRAIT ENCORE ALLER **CHERCHER DES SOUS**

Le ministre-président Adrien Dolimont (MR) annonce qu'il faudra faire des économies supplémentaires par rapport à celles annoncées dans la déclaration de politique régionale (DPR).

**D**ans une interview à nos confrères de L'Écho ce samedi, le ministre-président de la Région wallonne Adrien Dolimont (MR) ne tourne pas autour du pot. Pour ramener la Wallonie à l'équilibre budgétaire en 2029, condition selon lui pour alléger la charge de la dette, les efforts annoncés dans la DPR ne suffiront pas. « Il faudra changer certains éléments de la DPR, faire des choix, faire des économies structurelles supplémentaires, il faudra dépenser moins, il faudra dégraisser », martèle-t-il en se gardant bien de préciser dans quels domaines. Il faut dire que cela se discute en haut lieu, entre les présidents des deux partis qui composent la majorité en Wallonie (le MR Bouchez et L'Engagé Veroug-

straete), en vue du prochain conclave budgétaire qui débutera en septembre prochain. Mais au moins, il annonce la couleur. Selon Le Vif, on parle de plus de deux milliards d'euros à trouver d'ici 2029.

L'économiste Philippe Defeyt n'est pas dans les secrets de Bouchez-Verougstraete mais il a sa petite idée sur les matières où ils seraient tentés d'aller chercher des sous. « Depuis toujours, le MR veut réduire les dépenses liées aux **allocations familiales**, il les a dans le collimateur », observe-t-il. « Georges-Louis Bouchez avait même demandé qu'on les supprime au 5<sup>e</sup> enfant. Ils ne vont peut-être pas aller jusque-là mais... » La Ligue des familles s'en inquiète fortement. « Dès septembre prochain, des réformes vont déjà entrer en vigueur concernant les allocations familiales », détaille Damien Hachez. « Elles seront limitées à 12

mois pour les 18-25 ans s'ils ne sont plus aux études ou en formation, le cumul avec l'allocation fédérale pour personnes handicapées de plus de 18 ans ne sera plus possible et l'indexation sera appliquée avec un décalage de 2 mois. On sait qu'un groupe de travail doit faire de nouvelles propositions au gouvernement pour les prochaines grandes vacances. On craint d'autres changements. Vont-ils toucher aux primes de naissance, à la prime de soutien scolaire ou encore plafonner ou limiter l'indexation des allocations ? On a vraiment de grosses inquiétudes ».

En radio, lundi matin sur la Première, le ministre de l'Action sociale Yves Coppieters (Les Engagés) a précisé que le groupe de travail ferait « des propositions d'optimisation et non d'économies » en insistant qu'il fallait « surtout garder l'aide aux familles les plus précaires ».

## **GARANTIE D'AUTONOMIE : ON POSTPOSE ?**

Philippe Defeyt se demande aussi si la majorité MR-Engagés aura les moyens de lancer sa fameuse **garantie d'autonomie**, un nouveau système de solidarité financé à la fois par la Région wallonne et par le citoyen (36 € par an) permettant d'aider à domicile les personnes en perte d'autonomie (seniors, accidentés...), en leur envoyant des aides familiales et en leur octroyant des allocations. Ce projet est-il menacé ? Sera-t-il postposé ?

« La Wallonie doit débloquer un nouveau budget pour cela, le fera-t-elle ? », s'interroge l'économiste. Le ministre Coppieters a en tout cas défendu ce projet bec et ongles sur la Première lundi, de manière spontanée. Signe, peut-être, qu'il y a péril en la demeure... « Si on laisse aller les choses sur le vieillissement de la popula-

tion, la facture en 2030 sera d'un milliard d'euros en plus! Parce que je devrai alors augmenter les places



« On sait que les allocations familiales sont dans le collimateur du MR depuis longtemps déjà »

Philippe Defeyt  
ÉCONOMISTE

en maison de repos et ça, ce n'est pas raisonnable!», alerte-t-il déjà, sur la défensive.

L'économiste Philippe Defeyt se demande aussi si le gouvernement aura les moyens d'appliquer sa réforme des **droits de succession** selon l'ampleur annoncée. « Soit il réduira la voilure, soit il postposera son entrée en vi-

gueur », avance-t-il. Cette réforme, qui devait entrer en vigueur en janvier 2028, va, en gros, réduire de moitié les taux de droit de succession. On allait par exemple passer de 30 à 15 % en ligne directe ou de 80 à 40 % entre personnes étrangères. Les **droits de donation immobilière** allaient aussi être réduits de moitié.

Bref, c'était une masse d'argent qui n'allait plus entrer dans les caisses de la Wallonie.

#### VIGNETTE ROUTIÈRE

« Entre le moment du vote et l'entrée en vigueur de cette réforme, le contexte a fortement changé : les taux d'intérêt ont augmenté (ce qui impacte les emprunts de la Région wallonne), il y a la conjoncture internationale agressive et les finances de la Région qui ne sont pas bonnes. Bref, tout cela remet en question la logique de leur réforme... », commente Renaud Grégoire, porte-parole de la Fédération des notaires.

Interrogé par nos soins, Georges-Louis Bouchez, pré-

sident du MR affirme ceci : « On ne fera pas marche arrière sur les baisses d'impôt. En aucun cas ». Le ministre Coppieters est moins catégorique : « On peut diminuer des dépenses mais on peut aussi envisager d'augmenter les recettes ». Il donne en exemple la hausse du prix de l'eau et du minerval étudiant, qui n'avaient plus été augmentés depuis de nombreuses années et qui ne couvraient plus le coût.

L'économiste Philippe Defeyt, lui, s'interroge sur la future **vignette routière** « qui pourrait prélever plus de moyens que l'impôt classique ». Alors qu'on nous promettait une vignette qui allait remplacer la taxe de circulation, « sans impacter le portefeuille des Wallons »...

Autre piste d'économie temporaire ou structurelle possible : fusion du CPAS avec la commune et/ou la **fusion des communes, diminution du personnel** dans l'administration (non-remplacement des départs), **diminution des subsides** aux organismes wallons... ■

# « Votre réforme fiscale a cassé la machine économique ! »

Les mots de Christie Morreale, cheffe du groupe PS au parlement wallon, ne sont pas tendres envers le gouvernement MR-Engagés et plus particulièrement envers le ministre-président Adrien Dolimont (MR), qui a le budget et les finances dans ses attributions.

« Ah, le franc est enfin tombé ! », dit-elle. « Cela fait deux ans qu'on lui dit que sa déclaration de politique régionale ne tient pas la route. Il a fait tout ce qu'il ne fallait pas ! Il a fait des cadeaux fiscaux inefficaces et absurdes, avant de diminuer les dépenses. Cette réforme fiscale, qui a diminué les droits d'enregistrement, les droits de succession et la taxe de mise en circulation, fait

perdre 870 millions d'euros de recettes à la Région wallonne ! Sans atteindre la cible. »

« La baisse des droits d'enregistrement (de 12 % à 3 %), par exemple, n'a pas aidé les jeunes à acheter leur première

”

**« Il faut faire des économies et réduire les dépenses. Mais on peut le faire de manière calibrée, sans faire mal aux gens »**

Christie Morreale

DÉPUTÉE ET CHEFFE DE GROUPE PS

maison car les prix se sont envolés en conséquence », détaille-t-elle. « Avec la fin des primes à la rénovation, le nouveau gouvernement a même cassé la machine économique. Tout le secteur de la construction, qui a pourtant fait l'effort de se diversifier (rénovation, travaux publics, vente d'immeubles neufs), s'effondre... ».

## « DES CHOIX DOGMATIQUES »

Pour Christie Morreale, il n'est pas trop tard pour revenir en arrière. « L'urgence serait de revoir les droits d'enregistrement. Car certains en profitent pour faire de l'optimisation fiscale : acheter une nouvelle maison tous les trois ans, par exemple, et la revendre

ensuite ».

Mais pour elle, le gouvernement MR-Engagés doit surtout sortir de cette logique de vouloir à tout prix ramener l'équilibre budgétaire à l'horizon 2029.

« Ce n'est pas moi qui le dis ni les socialistes, c'est le Conseil supérieur des Finances. Un organisme qui réunit des experts en économie et qui dit qu'il ne faut pas faire les choses brutalement, sinon on casse la machine économique. Certes, il faut faire des économies et réduire les dépenses. Mais on peut le faire sans faire mal aux gens et de manière calibrée. Au lieu de cela, le gouvernement wallon reste dans

des choix dogmatiques. Il fait le choix de l'austérité et il se trompe. Il devrait apprendre à ouvrir ses oreilles et à écouter ». ■

F.DEH.



Christie Morreale, cheffe de groupe PS. © Belga

**LE SOIR**

BUDGET

# Les Engagés lèvent le tabou des recettes fiscales

Les deux partis de la majorité wallonne tiennent à leur trajectoire. Mais si le MR ne parle que de réduire les dépenses, Les Engagés veulent aussi augmenter les recettes.

STÉPHANE VANDE VELDE

Le ministre-président wallon Adrien Dolimont (MR) avait donné le ton, ce samedi, dans une interview dans *L'Echo*. François Desquesnes (Les Engagés), vice-ministre-président, et Yves Coppieters (Les Engagés), ministre de la Santé et de l'Environnement, ont surenchéri ce lundi : il faudra faire des économies lors du prochain conclave budgétaire. Voire des trois prochains, puisque, pour respecter la trajectoire, il sera nécessaire de trouver deux milliards en

trois ans. Soit plus de 650 millions d'euros par an, alors que, jusqu'à présent, le gouvernement wallon n'a réalisé que 270 et 268 millions d'euros d'économies lors des deux derniers conclaves budgétaires. Pour expliquer cette nouvelle salve – prévue à la lecture de la trajectoire, mais peut-être pas de cette ampleur –, les ténors du gouvernement wallon invoquent la nouvelle donne géopolitique, l'inflation et la dégradation de la note wallonne par l'agence de notation Moody's. De son côté, François Desquesnes explique que « les comptes 2025

n'étaient pas bons. C'est un *one shot*, c'est vrai, mais cela doit servir d'avertissement. »

Mais si les deux partis de la majorité sont prêts à fournir les efforts nécessaires, ils diffèrent quant à la voie à emprunter. Selon Adrien Dolimont, il faut « dégraisser la manière dont la Wallonie fonctionne ». Et donc, une nouvelle fois, compresser les dépenses. Les Engagés veulent également regarder les recettes. « Il faut davantage d'équilibre et toucher à l'ensemble des leviers d'action », défend François Desquesnes. **P. 6**

# « S'il faut dégraisser dans les dépenses, il faut aussi se pencher sur les recettes fiscales »

Dans une interview à « L'Echo », Adrien Dolimont a annoncé qu'il faudrait faire plus d'économies que celles prévues dans la DPR wallonne pour atteindre l'équilibre budgétaire. François Desquesnes abonde dans le même sens, mais le chemin pour y arriver diffère.

C'est le ministre-président, Adrien Dolimont (MR), qui a allumé la mèche, ce samedi, dans une interview à *L'Echo* : « Les économies prévues dans la déclaration de politique régionale (DPR) ne suffisent plus. Si on ne change pas certains éléments, nous n'arriverons pas à atteindre l'équilibre budgétaire. Il faut augmenter le train d'économies. » L'objectif ? Economiser de manière structurelle deux milliards sur les trois derniers exercices budgétaires. Même le ministre-président l'admet : « C'est farouche. » Pour y arriver, un seul chemin : « On doit dégraisser la manière dont la Wallonie fonctionne. »

Cette sortie, Adrien Dolimont l'a faite sous l'égide des deux présidents de parti et des membres du gouvernement, consultés. Et si Les Engagés partagent le constat et la nécessité de respecter la trajectoire budgétaire, les chemins pour y arriver risquent de faire débat entre les deux partenaires de majorité. Car le parti centriste a réagi et tenu à avancer ses pions.

Yves Coppieters s'est exprimé sur les ondes de la RTBF. Et François Desquesnes, vice-ministre-président et ministre des Pouvoirs locaux, et chef de file des Engagés au sein du gouvernement wallon, le déclare au *Soir* : « C'est conforme à ce qu'on a eu comme échange et le cap qu'on veut tenir. Mais le ministre-président l'exprime avec sa vision libérale. Le résultat comptable de 2025 n'est pas bon, plus de 500 millions au-delà des prévisions. C'est un *one shot*, c'est vrai, mais c'est un avertissement. On va devoir prendre des décisions cette année-ci pour corriger et atteindre la trajectoire budgétaire qui prévoit le retour à l'équilibre à l'horizon 2029. Je rappelle que sur le déficit constaté de 2,8 milliards en 2025, il y a 1,2 milliard, soit 40 %, qui est le résultat des factures laissées par le précédent gouvernement. La dégradation de la note de la Wallonie est un signal d'alerte. » Des comptes 2025 nettement moins bons que prévu, une dégradation de la note wallonne pour François Desquesnes. Un « monde qui change » et « l'inflation », ajoute Adrien Dolimont.

## Deux milliards à trouver en trois ans

Pour respecter la trajectoire budgétaire, il va falloir trouver deux milliards en trois ans. Soit plus de 650 millions par an. Et ce, alors que les deux premiers conclave budgétaires n'ont débouché que sur 270 et 268 millions d'économies. C'est donc un euphémisme de dire que l'effort à venir sera bien colossal et demandera de mettre tout à plat.

Reste alors à trouver un chemin commun pour arriver à l'objectif du retour à l'équilibre. « Adrien Dolimont ne parle que de dégraisser les dépenses », dit François Desquesnes. « Je pense que le débat est plus large que celui-là. Aucune politique publique ne doit être considérée comme intouchable. Les réformes entreprises en matière d'efficacité, les fusions, les rapprochements de structures, l'évitement de la dispersion des moyens sont nécessaires mais ne constituent pas la seule voie. Du côté



François Desquesnes (à g.) et Adrien Dolimont (à dr.) ont décidé de préparer l'opinion publique à ce que des efforts soient à nouveau consentis, mais aussi défendu leur méthode pour y parvenir.

libéral, on entend moins le volet recettes fiscales. Or, une partie importante du budget est consacrée à ces recettes fiscales. Le message des Engagés est de dire que bien sûr, il faut retrouver cette trajectoire budgétaire, examiner nos dépenses, faire des économies structurelles. Sans tabou mais cela veut dire aussi les recettes fiscales. Il faut davantage d'équilibre et toucher à l'ensemble des leviers d'action. Si on veut que les citoyens et les entreprises comprennent les efforts que l'on doit porter, il faut que ces efforts soient justes. Le mot *recettes* n'est pas un gros mot si elles sont justes. Prenons l'exemple de la non-indexation du tarif de l'eau et du TEC. Après quatre ans, c'est un défilancement. Pour le TEC, c'est 20 millions d'euros de moins par an. »

Qui dit manque de recettes renvoie inévitablement à la baisse des recettes enregistrées par la réforme des droits d'enregistrement, déjà d'application, et celle des droits de succession, déjà votée mais qui entrera en vigueur en 2028. « Je pense que c'est une bonne réforme,

mais elle doit aller de pair avec une chasse à la fraude fiscale et à ceux qui éludent l'impôt par des montages financiers.» Pas question donc de la remettre au placard, mais la majorité, tant MR qu'Engagés, est prête à diminuer l'ambition de cette réforme. Les Engagés ouvrent même la porte à la révision de la loi des droits d'enregistrement. « On a dit qu'on ferait l'évaluation après deux ans et si cela s'avère nécessaire, on peut la réajuster, faire des adaptations », propose François Desquesnes.

### Un retour en arrière

Voilà donc un fameux retour en arrière. Au parlement, il y a encore un mois, Adrien Dolimont minimisait le dérapage des comptes de 2025, se raccrochant à la fin des dépenses liées au plan de relance. Le ton est tout autre aujourd'hui, puisqu'il avoue qu'il faudra « des économies structurelles supplémentaires ». Un changement de ton dicté par la dégradation de la note wallonne

mais qui rend le gouvernement prisonnier de sa rigueur budgétaire. En n'arrivant pas à conserver la trajectoire mais en tenant absolument à la respecter, la majorité se voit obligée d'explorer de nouvelles pistes, voire de revenir sur des pistes bloquées. Le fameux « sans tabou ». Les libéraux vont revenir avec une volonté de mettre l'Aviq (plus) à contribution et vont vouloir imposer leur réforme initiale des allocations fa-

*Aucune dépense  
et aucune recette  
ne sont taboues,  
mais on a une  
boussole : la santé  
et une justice  
redistributive*

**François Desquesnes**  
Vice-ministre-président wallon  
et ministre wallon  
des Pouvoirs locaux

”

miliaires (plafonnement des allocations pour familles nombreuses). Et à en croire François Desquesnes, Les Engagés n'en font pas une ligne rouge. « Aucune dépense et aucune recette ne sont taboues, mais on a une boussole : la santé et une justice redistributive. » Un fameux compromis dans le chef d'un parti qui s'est opposé bec et ongles à une réforme plus radicale des allocations familiales, voulue par le MR, lors du précédent conclave budgétaire.

En effectuant leur sortie à cinq mois du conclave budgétaire – il n'y aura aucune décision difficile prise d'ici là –, Adrien Dolimont et François Desquesnes ont décidé de préparer l'opinion publique à ce que des efforts soient à nouveau consentis, mais aussi défendu leur méthode pour y parvenir. Et de lancer le conclave budgétaire beaucoup plus tôt. De l'avis de nombreux observateurs, l'exercice précédent s'était enlisé et conclu en eau de boudin. En lançant des groupes de travail de manière plus précoce, le ministre-président ne veut plus vivre pareille mésaventure. Au risque de s'enfermer dans un conclave budgétaire permanent.



# **Week-end chargé en émotions pour les clubs de la région du Centre**

<https://www.antennecentre.tv/sport/week-end-charge-en-emotions-pour-les-clubs-de-la-region-du-centre/28780>